

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delixy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

MEMENTO DE L'ÉLECTEUR

Electeurs, lisez ! lisez avec attention : ceci est pour vous.

C'est pour vous, c'est pour tous nos lecteurs que nous réunissons dans un seul cadre l'ensemble des AVIS que depuis des mois, chaque jour, nous publions séparément sur la situation financière, politique et économique du pays.

Ces Avis démontrent et établissent d'une façon indiscutable, irréfutable, la responsabilité de la majorité républicaine. Des chiffres et des faits : voilà ce que nous avons donné.

Et faits et chiffres étaient si vrais dans leur éloquence brutale qu'ils n'ont pas été contestés par nos adversaires.

Ils sont acquis à l'histoire. C'est là un réquisitoire écrasant, sans réplique contre le régime sous le poids duquel succombe le pays et contre les ambitieux criminels qui se sont abattus sur la France comme des vautours sur une proie.

Rien n'y est oublié : Ni le bilan lugubre des aventures lointaines, équivoques, destinées à rassasier des convoitises criminelles et à pourvoir de sinécures scandaleuses des nullités chassées de partout ;

Ni la situation de l'agriculture nationale abandonnée à l'étranger ;

Ni les désastres commerciaux, ni la crise effrayante des impôts.

Après avoir lu ces documents, on ne comprendrait pas que des hommes consciencieux, patriotes, consentissent à renouveler aux membres de cette majorité servile le mandat qu'ils ont le cynisme de solliciter — non pour réparer leurs fautes — puisque, loin de les déplorer, ils s'en montrent fiers — mais pour continuer cette politique monstrueuse faite d'ambitions personnelles, d'appétits insatiables et du complet oubli de la Patrie.

TROIS MILLIARDS ET DEMI DE DÉFICITS EN NEUF ANNÉES

Voici, en chiffres exacts, quelles ont été les recettes et les dépenses budgétaires des neuf dernières années. Le montant réel du déficit se trouve également indiqué par rapport à chacune d'elles :

Pour 1876, on a eu en recettes 2 milliards 775,000,000 fr.; en dépenses, 2 milliards 844,000,000. Déficit, soixante-neuf millions.
 Pour 1877 : en recettes, 2,780,000,000; en dépenses, 2,869,000,000. Déficit, quatre-vingt-neuf millions.
 Pour 1878 : en recettes, 2,851,000,000; en dépenses, 3,187,000,000. Déficit, trois cent trente-six millions.
 Pour 1879 : en recettes, 2,842,000,000; en dépenses, 3,054,000,000. Déficit, deux cent douze millions.
 Pour 1880 : en recettes, 2,888,000,000; en dépenses, 3,187,000,000. Déficit, deux cent quatre-vingt-neuf millions.
 Pour 1881, on relève en dépenses un chiffre de 3 milliards 488 millions; pour 1882, un chiffre de 3 milliards 567 millions; pour 1883, un chiffre de 3 milliards 578 millions; enfin, pour 1884, un chiffre de 3 milliards 620 millions.

L'écart, entre les recettes et les dépenses, c'est-à-dire le déficit, a été de 570 millions en 1884, de 631 millions en 1882, de 630 millions en 1883, de 670 millions en 1884.

Ainsi, en neuf années

de 1876 à 1884, inclusivement, les comptes de l'Etat ont accusé un déficit de

trois milliards cinq cent vingt-cinq millions

qu'il a fallu emprunter sous diverses formes (émissions de rentes, de bons et d'obligations du Trésor) pour acquiescer des dettes exigibles et satisfaire à d'impérieuses échéances.

Deux dates

En 1869, c'est-à-dire l'année qui a précédé la réapparition de la République, les contribuables payaient à l'Etat, comme recettes du budget ordinaire, une somme de 1 milliard 864 millions 782,000 francs.

En 1885, les recettes du même budget ordinaire, alimentées par l'impôt, s'éle-

vent à 3 milliards 22 millions 885,000 francs différence, soit onze cent cinquante-sept millions et demi, représente ce que les contribuables ont actuellement à payer de plus qu'en 1869.

Les frais de la guerre ayant causé une augmentation d'impôts de 568 millions, le reste (589 millions et demi) est à mettre au compte exclusif du régime républicain.

La République a donc coûté au pays plus que la guerre et l'invasion allemande.

CE QU'UN MÉNAGE FRANÇAIS PAIE AU FISC

Le budget, tant ordinaire qu'extraordinaire de 1884, avait été fixé par les Chambres à 3 milliards 282 millions. C'était 410 fr. que chaque famille avait à solder, en moyenne, pour sa quote-part dans les dépenses publiques.

Cette somme, si élevée pourtant, n'a pas paru suffisante à nos ministres. Ils y ont fait ajouter

194 millions de crédits supplémentaires, soit une nouvelle surcharge de 34 francs par famille.

C'est donc 434 francs qu'a cotisés, l'an dernier, à chaque ménage français, le bonheur d'avoir été gouverné par les opportunistes.

IMPÔTS COMPARÉS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

Tandis qu'en Angleterre, les impôts établis représentent 57 francs par tête d'habitant, et en Allemagne 55 francs,

l'impôt que paie chaque Français s'élève en moyenne à 107 francs

— presque le double de ce qu'ont à payer les Anglais et les Allemands.

La France est, au reste, de tous les Etats européens, celui où les impositions sont les plus lourdes.

Ainsi, continuant la comparaison, on trouve que, par tête d'habitant,

les Italiens paient 58 francs, les Hollandais 54, les Belges 46, les Autrichiens 44, les Russes 38, les Espagnols 33.

Si, en France, les charges publiques dépassent de beaucoup ces proportions, il convient d'en attribuer la cause aux gaspillages financiers du gouvernement républicain et d'une majorité qui non seulement les tolère, mais de plus les encourage.

Invité, quelques semaines avant de quitter le ministère, à fournir des explications à la commission du budget sur la situation de nos finances, M. Jules Ferry s'est exprimé en ces termes :

« Pour 1886, on n'échappera pas à la création de nouveaux impôts. Si le gouvernement n'en propose pas dès cette année, c'est parce que nous entrons dans une période électorale. Mais, une fois les élections faites, la question revendra fatalement. »

(Déclaration faite, le 16 octobre 1884, par M. Jules Ferry, aux membres de la Commission du budget.)

Cette déclaration du chef du précédent ministère, qui savait assurément à quoi s'en tenir sur les besoins urgents du Trésor, nous a paru, dans les circonstances actuelles, pouvoir être rappelée avec beaucoup d'opportunité.

L'IMPÔT FONCIER SOUS LA RÉPUBLIQUE

Les agriculteurs, égarés par une crise sans exemple encore dans notre pays, se plaignent ardemment, et demandent qu'on réduise au moins quelque peu l'impôt foncier.

Ils font observer que, dans la moitié de la France, cet impôt représente 6,7 et même 8 pour 100 du revenu de la terre, et qu'il est doublé en outre par les centimes additionnels.

A cela, que répondent les républicains ?

Les républicains se moquent des agriculteurs, et déclarent que jamais la terre n'a été aussi libre, ni aussi légèrement taxée.

A la fin du siècle dernier, prétendent-ils, la contribution foncière était de 240 millions. Aujourd'hui, elle ne serait plus, d'après eux, que de 130 millions.

Tout bien ! Mais ce que les républicains omettent de dire, c'est que les 240

millions de la fin du dernier siècle remplaçaient tous les impôts et toutes les taxes de l'ancien régime. Or, sous un nom ou sous un autre, la République de 1871 a rétabli peu à peu ces taxes différentes, elle les a même rendues infiniment plus lourdes.

Ce que les républicains dissimulent également avec soin, ce sont les centaines de millions de centimes additionnels que les agriculteurs et les cultivateurs paient chaque année de tous les côtés.

Si bien que la terre, pour l'impôt foncier seulement, en arrive à supporter une charge de 350 à 400 millions de francs par an.

Principal de l'impôt et centimes additionnels compris, cela fait au moins 15 pour cent du revenu.

LA CRISE COMMERCIALE

Les six premiers mois de l'année 1885 ont donné, pour le commerce extérieur de la France pendant cette période, les résultats qui suivent :

IMPORTATIONS
 3 milliards 193 millions

EXPORTATIONS
 1 milliard 568 millions

soit une différence de 625 millions au détriment des exportations, ce qui veut dire qu'en six mois nous avons vendu à l'étranger pour

625 millions de moins que nous ne lui avons acheté.

Ainsi s'explique en grande partie la crise qui sévit depuis plusieurs mois dans les régions commerciales et industrielles.

LES CHARGES DE L'AGRICULTURE

Quand le paysan français arrive à gagner 1,000 francs avec sa terre,

l'Etat fait en sorte de lui prendre 333 francs

sous l'une des nombreuses formes que revêt l'impôt et au moyen des divers procédés que le fisc met en œuvre.

Quand le cultivateur américain, qui concourt acharné du paysan français, gagne 1,000 francs,

son gouvernement ne lui demande que 10 francs

de contributions.

Voilà pourquoi l'Américain peut vendre son blé à très bon marché, alors que le paysan français ne vend pas le sien, ou ne trouve à le vendre qu'à des prix insuffisants, qui le conduiront prochainement à la ruine.

L'ÈRE DE PROSPÉRITÉ

A en croire les gens qui nous gouvernent, une ère de prospérité exceptionnelle devait être le résultat de l'avènement des républicains au pouvoir.

Voilà huit ans, depuis les élections d'octobre 1877, que l'on se trouve en possession de la vraie République.

Or, en fait de prospérité, qu'a-t-elle donné au pays ?

Un document officiel tout récent va nous permettre de répondre.

Le tribunal de commerce de la Seine a, pendant la dernière semaine, prononcé

169 faillites

L'une de ces faillites est même considérable, le passif en étant évalué à 25 millions.

On s'attend, d'ailleurs, à voir, d'ici à la fin de l'année le nombre des faillites s'élever à un chiffre inusité.

LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

Le gouvernement actuel ne se borne pas à faire peser sur l'agriculture et sur l'industrie nationales des impositions vraiment exorbitantes, il favorise en outre chaque jour, par ses commandes et par ses achats, l'agriculture et l'industrie étrangères.

ceux des villes feront bien de s'en souvenir au jour du scrutin.

De quelle façon la République et les républicains protègent l'agriculture française, on le sait trop.

Les procédés paraissent décidément les mêmes à l'égard de l'industrie.

Les journaux de Nîmes rapportent avec une indignation légitime que toutes les charpentes de fer nécessaires à la construction de l'école d'enfants de troupe de Saint-Hippolyte, de la Halle et autres grands monuments, ont été fournies par des maisons allemandes ou suédoises, alors qu'il y a dans le département des établissements métallurgiques de premier ordre.

C'est un nouveau scandale à ajouter aux scandales récents des bleds durs des Etats-Unis et des bœufs du Texas.

Il serait temps d'y mettre un terme.

LES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

Sous l'Empire, en 1869, les traitements des fonctionnaires civils coûtaient, par an, 307 millions.

Sous la République, en 1885, ils coûtent, par an, 400 millions.

L'augmentation annuelle qui ressort de cette différence atteint donc une

somme de 153 millions.

Voilà certes qui justifiera le reproche maintes fois adressé à la République d'être, pour le pays, un régime des plus détestables et des plus onéreux.

LA DIMINUTION DES RECETTES BUDGÉTAIRES

Les Chambres ont voté, pour l'année 1885, un budget qui, à quelques francs près, s'aligne en recettes et en dépenses.

Mais les faits accomplis depuis lors sont venus rompre ce soi-disant équilibre.

D'une part, les dépenses excèdent de beaucoup les prévisions.

D'autre part, les recettes se présentent en diminution sensible.

Pour ce qui concerne spécialement ces dernières, les états de comptes arrêtés au 30 juin fournissent les constatations suivantes :

Les recouvrements opérés sur les impôts indirects ont donné, comparativement aux évaluations budgétaires, une moins-value de 19 millions 773,000 francs.

La taxe des valeurs mobilières a donné, de son côté, en regard aux prévisions de la loi de finances, une infériorité de produit de 1 million 838,000 francs.

Il en résulte que le déficit sur les recettes du premier semestre de l'exercice en cours atteint la somme importante de 21 millions 611,000 francs.

D'après ces bases, les recettes ordinaires du budget présenteraient, à la fin de l'année, un déficit de 42 à 43 millions de francs, qui viendra grossir d'autant la Dette flottante.

LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

Nous avons fait ressortir, dans un précédent avis, la diminution des recettes budgétaires.

Un danger beaucoup plus grand pour nos finances naît de l'accroissement incessant des dépenses et de la facilité qu'offre, sous ce rapport, à nos gouvernants, le procédé bien connu des crédits supplémentaires.

Par exemple, le budget de 1885 a été arrêté officiellement au chiffre de 3 milliards 22 millions de francs en dépenses.

Or, depuis le début de l'exercice, il existerait déjà pour 278 millions de crédits supplémentaires.

Ce n'est pas tout.

Les expéditions du Tong-King et de Madagascar, les événements insurrectionnels survenus dans l'Annam, au Cambodge et au Soudan, l'occupation militaire en Tunisie, exigent au moins 10 millions de francs.

Le service de la caisse des écoles et de celle des chemins vicinaux nécessitent, d'autre part, une dépense nouvelle de 20 à 25 millions.

LES DÉFICITS DE LA POLITIQUE COLONIALE

Les feuilles officielles prétendent que, comme conséquence de l'expédition du Tong-King, l'Extrême-Orient et l'Empire chinois, en particulier, vont être ouverts désormais sans partage à nos produits et à notre influence.

Les dernières nouvelles reçues de ces contrées sont loin cependant de confirmer ce pronostic.

Voici, en effet, comment s'exprime une correspondance adressée de Pékin à l'un des principaux journaux de Berlin :

« Le gouvernement chinois s'est enfin décidé à adopter une ligne de conduite en matière de chemins de fer.

Il a passé un contrat avec un syndicat de Manchester pour la construction d'une ligne ferrée de Takou à Tong-Cheou (littoral de Petchili).

Ce syndicat s'est chargé également de fournir le matériel et les voitures, le gouvernement chinois fournissant de son côté, le capital et la main-d'œuvre.

La conduite des travaux de construction ainsi que celle de l'exploitation resteront, bien entendu, entre les mains de la Société anglaise.

Sans doute, l'emprunt de 100 millions pour la construction de chemins de fer, l'établissement de lignes télégraphiques, l'amélioration des voies commerciales, etc., que le gouvernement chinois négocie en ce moment avec de grandes maisons de banque allemandes, n'est pas étranger à ce projet. »

Ainsi, la Chine traite avec des industriels anglais pour l'établissement de ses chemins de fer; elle négocie, d'un autre côté, avec des maisons allemandes pour différentes opérations commerciales ou financières.

Pendant ce temps, la France sacrifie au Tong-King ses soldats et son argent en pure perte.

A elle tous les risques et tous les débâcles; aux nations rivales tous les avantages et tous les profits.

Voilà le résultat le plus clair de la politique coloniale pratiquée par nos hommes d'Etat républicains.

LA GUERRE DU TONG-KING

Le gouvernement a avoué aux Chambres que l'entreprise du Tong-King avait déjà coûté quatre cent soixante-dix millions.

Nous disons « avoué », ce qui ne veut pas dire que ce soit tout.

Or, combien le Parlement a-t-il voté ? Deux cent soixante-dix millions, deux cent quatre-vingt-dix millions, sept cent quarante-deux millions ! C'est donc

deux cent trois millions, sept cent un mille, deux cent cinquante-huit francs

qui ont été dépensés sans l'autorisation du Parlement.

Que sera-ce l'année prochaine ? On estime qu'il y aura un total de

Sept cents millions

au bas mot.

LES CANDIDATS DE LA GUERRE

Ceux sur qui pèse, devant le pays et devant l'histoire, la responsabilité écrasante des guerres de Tunisie et du Tong-King, ceux-là vont retourner devant les électeurs.

Il faut que le corps électoral connaisse dans toute son étendue le crime des députés républicains qui ont livré la paix et la guerre à un Ferry ! Ces députés ont assumé la responsabilité, ils doivent en supporter le poids. Ils étaient au profit, la justice veut qu'aujourd'hui ils soient au châtiment.

La guerre de Tunisie a commencé en mars 1881; la guerre du Tonkin et de Chine en avril 1883. Ainsi,

depuis plus de quatre ans, la République fait la guerre,

et toujours, en toutes circonstances, la complexité des députés de gauche s'est affirmée pleine et entière. La majorité n'a pas cessé de couvrir le cabinet par des votes de crédits et des ordres du jour

de confiance, sans restriction, sans réserves.

Et c'est en pleine connaissance de cause que les députés républicains ont prodigué au gouvernement le sang et l'or de la France. Avec cet or et ce sang, ils ont voulu acheter l'appui électoral du cabinet. Aux ministres, le Tong-King et ses mines ! A eux-mêmes, la candidature officielle ! Le marché a été conclu :

Ils ont fait trafic de la vie de milliers de Français et de l'honneur de la Patrie.

Le sang de nos soldats cria vengeance. Lui, qui ne doit couler que pour la sécurité du pays, il a été versé à flots pour les plus vil intérêts.

Ministres, qui n'auraient rien pu sans les députés, et députés souteneurs de ministres sont également coupables.

La France, dans sa légitime indignation, saura les répudier tous.

LES DÉPUTÉS COMPLICES

DE LA POLITIQUE FERRY

Arène (Emmanuel). Armez. Arnould. Barnard des Bois. Bartoli. Bastid (Adrien). Bavoux. Belle (Indre-et-Loire). Benoit. Bernard (Nord). Bernier. Bernot. Bisseuil. Bizot de Fontenay. Pierre Blanc. Blandin. Boissy d'Anglas. Borriglione. Boucan. Boulliez-Bridou. Boulard. Bourrillon. Bouthier de Rochefort. Bresson. Briens. Brugnot. Bruneau. Burignier.

Caduc. Camescasse. Albert Carrette. Sadi-Carnot. Casimir Perier (Aube). Casimir Perier (Seine-Inférieure). Cassou. Caurant. Godefroy Cavaignac. Cazauvielh. Albert Christophe. Cier. Compayré. Corentin-Guyho. Cocheret.

Danell-Bernardin. David (Indre). Demarçay. Denayrouze. Dessoliers. De Thomas. Devade. Jules Develle. Devès. Ferdinand Dreyfus. Dramel. Duchesne-Fournet. Durand.

Etienne. Esnault. Achille Faure. Hippolyte Faure. Albert Ferry. Charles Ferry. Fleury. Fougère. Fouquet. Fallières. Félix Faure.

Ganault. Garet. Gerville-Réache. Gévelot. Alfred Girard. Giroud. Guéguen. Guillemain.

Hénon. Edmond Henry. Hovius. Jametel. Baron de Janzé. Javal. Jonbert. Journault. Jouvé.

Labussière. Langlois. Laurenceau. Lechevallier. Lecomte (Mayenne). Maxime Lecomte. Légière. Pierre Legendre. Adolphe Lelièvre. Lenient. Arthur Leroy. Levêque. Liouville. Lombard. Loustalot. Labuze. Laroze.

De Mahy. Maillé (d'Angers). Margue. Marrot. Gustave Mazure. Manger. Manoury. Mayet. Hippolyte Maze. Mir. Montané. Martin-Feuillée. Méline.

Noël Parfait. Obissier Saint-Martin. Paillard-Ducière. Pelisse. Marcellin Pellé. Périgols. Léon Poulévey. Philpoteaux. Plessier. Frogier de Ponlevoy. Pradet-Balade. Antonin Prout. Pénier.

Rameau. Ranc. Récipon. Regnault. Renaut-Morlière. Ringuier. Edmond Robert. Jules Roche. Roquet. Roussseau. Royer. Raynal. Rouvier.

Saint-Prix. Sandrique. Scrépel. De Sommer. Souche-Servinière. Spuller. Steeg.

Ténat. Thompson. Toulet. Alcide Treille. Trouard-Riolle. Truelle. Vachal. Vachalde. Vermond. Viol-faure. Villain.

Richard Waddington. Waldeck-Rousseau.

Nous tenons à la disposition de nos amis politiques et des comités conservateurs des exemplaires du numéro de ce jour en aussi grand nombre qu'ils voudront ; nous ferons aussi, sur leur demande, un tirage spécial de la première page, sur papier de couleur, pour la distribuer ou l'afficher, après avoir eu soin, s'ils veulent en faire un placard, d'y apposer un timbre mobile afin d'éviter l'amende, ou après l'avoir fait approuver par un ou plusieurs candidats.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

Paris. Imp. SCHILLER, 10 et 11, Faub. - Montmartre, Succursale A, 12, rue du Croissant

APRES BOURSE
QUATRE HEURES

	Baisse	Baisse
3 0/0	80 60	» 25 »
3 0/0 amortiss. ..	82 95	» 20 »
4 1/2 0/0 1883 ..	109 50	» 25 »
Cons. anglais ..	90 11/16	» 5/16
Italie	94 85	» 60 »
Flor. autric. (or) ..	88 1/2	1/4 »
Esp. Extér. nov. ..	56 5/8	1/16 »
Egyptien 6 0/0 ..	322 50	» »
Ch. Egyptiens ..	437 50	» »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 »	» »
Banque ottomane ..	502 50	» 2 50

PARIS, 23 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

En Orient

Ce matin, deux nouvelles contradictoires circulaient au sujet des affaires bulgares. D'un côté on disait que le prince de Bismarck est disposé à réunir les puissances signataires du traité de Berlin et que l'idée de cette conférence gagne du terrain. D'autre part une dépêche grecque prétend que les troupes turques marchent sur la Roumélie sous le commandement de Moukhtar pacha.

A l'heure où nous mettons sous presse, ces nouvelles ne sont pas confirmées.

Londres, 23 septembre.

On mande de Saint-Petersbourg au *Standard* le 22 :

Le général Kanlars a reçu l'ordre de donner sa démission de ministre bulgare et de ne rester à Sofia qu'en qualité d'agent militaire de la Russie. Les officiers russes, au service de la Bulgarie, sont autorisés à conserver les commissions qu'ils ont reçues du prince Alexandre, mais à la condition qu'ils ne passeront pas les Balkans. On croit savoir que le prince de Bulgarie a télégraphié à l'autorité suprême en Russie l'explication des motifs qui l'ont fait agir. Il lui aurait été répondu que seules les grandes puissances avaient la compétence nécessaire pour prendre une décision dans cette affaire.

On mande de Vienne au *Times* le 22 :

Au premier moment l'empereur et le comte Károlyi ont été indignés de ce qu'ils considéraient comme une violation de la parole donnée, attendu que le prince avait tout récemment déclaré à Franzensbad qu'il répondait de la tranquillité en Bulgarie. Mais on croit maintenant que le prince n'a été mis au courant des projets de M. Karaveloff, que lorsqu'ils ont été mis sous l'exécution.

On mande de Berlin au *Daily News* le 22 :

Les puissances signataires du traité de Berlin sont encore loin d'avoir pris une décision commune sur l'attitude qu'elles doivent observer dans la question bulgare. Le traité de Berlin ne contient en effet aucune clause réglant la façon suivant laquelle les puissances signataires doivent arrêter une action combinée. On se trouve donc obligé d'attendre que la situation soit développée et surtout que la Turquie ait fait connaître ses intentions.

La réunion d'une conférence internationale paraît probable.

Les mobilisations des armées roumaine et grecque sont sur le point d'être décriées. On croit dans les cercles diplomatiques que la Roumanie, la Serbie et la Grèce ont conclu un accord, aux termes duquel elles se seraient engagées à agir de concert contre tout mouvement panslaviste en Macédoine. Les trois États auraient résolu d'empêcher en tout cas que cette province fût annexée à la Bulgarie.

Vienne, 23 septembre.

L'assertion du *Times*, que l'Autriche désire que la Porte décide des déclarations de l'idée d'intervention dans la question roumaine, que cette question doit être soumise à une conférence à convoquer par la Porte, et que l'Autriche n'a aucune objection à faire contre la fusion de deux provinces, est indiquée dans nos cercles officiels comme une manifestation fantaisiste de la feuille anglaise.

L'agence Fournier nous communique la note suivante :

« Nous apprenons de source officielle qu'il est inexact que les troupes turques soient en marche vers la frontière de Roumélie. »

INTÉRIEUR

Après une réunion électorale qui avait eu lieu à Chaumont (Oise), MM. Léon Chevreau, comte de l'Aigle et Albert Duchesne, candidats conservateurs, allaient à Tril-Château prendre le train pour rentrer à Beaulieu.

A neuf heures et demie du soir environ, et à peu de distance de Tril, un des bandes de la volture qui transportait ces messieurs alla frapper les jambes du cheval qui s'emporta.

MM. de l'Aigle et Léon Chevreau furent précipités à terre, tandis que l'équipage continuait sa route. M. de l'Aigle a eu l'épaule gauche fracturée et M. Chevreau plusieurs contusions.

Nous sommes heureux d'apprendre que l'état des blessés n'inspire aucune crainte sérieuse et qu'ils seront bientôt rétablis.

Un service spécial va être organisé au bureau des élections à l'Hôtel de Ville de Paris.

Ce service restera en permanence dans la nuit du 4 au 5 octobre, afin de recueillir et de centraliser les résultats du scrutin qui devront être expédiés dans la soirée même par les maires des vingt arrondissements de Paris, ainsi que par ceux des soixante-douze communes de la banlieue.

Grâce à ces dispositions, on espère que les résultats généraux des élections législatives de la Seine pourront être connus dans la journée du 5 octobre.

Poitiers, 23 septembre.

A la suite d'une vive polémique, un duel a eu lieu ce matin, à sept heures, entre M. Henri Ravé, rédacteur du *Petit Républicain de la Vienne*, et M. Armand de Gassagnac, rédacteur du *Journal de l'Ouest*. La rencontre eut lieu dans les bois de Ligugé. L'arme choisie était l'épée.

Il y eut trois reprises. M. Ravé a été touché à la joue, au menton et à l'avant-bras.

Les médecins ont déclaré cette dernière blessure assez grave pour faire cesser le combat.

Les adversaires se sont réconciliés sur le terrain.

EXTÉRIEUR

Berlin, 22 septembre.

La *Berliner Zeitung* maintient qu'il est question de la nomination du comte Herbert de Bismarck à l'ambassade de Paris, en remplacement du prince de Hohenlohe. Le comte Wilhelm de Bismarck serait dé-

signé pour le poste de sous-secrétaire de l'intérieur à Strasbourg.

Les événements de Roumélie ont relégué au second plan l'incident hispano-allemand. Il ne s'est du reste produit rien de nouveau dans cette affaire depuis quelques jours. A Madrid le calme renaît peu à peu. Voici du reste les dernières dépêches :

Madrid, 22 septembre.

Suivant le *Correo*, le représentant de l'Espagne à Berlin aurait télégraphié à Madrid qu'il croyait que la réponse de M. de Bismarck à la dernière note de l'Espagne laissait espérer une solution favorable de la question des Carolines.

La reine-mère est arrivée. Le roi ira probablement prendre les eaux de Badajoz, la semaine prochaine.

Madrid, 22 septembre.

Dans les cercles politiques on dément de la façon la plus catégorique que le prince de Bismarck ait exigé une réparation au sujet de l'incident de Madrid, avant de répondre à la dernière Note de l'Espagne, relative aux Carolines.

Les journaux ministériels de ce soir contestent la déclaration de M. Layard au gouvernement anglais, en date du 12 novembre 1876, suivant laquelle M. Canovas aurait dit que l'Espagne ne réclamait pas la souveraineté des Carolines.

Les journaux ont remarqué qu'une pareille déclaration n'aurait pu être faite que par le ministre des affaires étrangères et non par le président du conseil des ministres.

Ils ajoutent que M. Canovas n'a jamais tenu les propos que lui a attribués l'ancien ministre d'Angleterre à Madrid et qu'il a protesté aussitôt qu'il a eu connaissance de ce document diplomatique.

Madrid, 23 septembre.

Le ministre des finances a donné à la direction générale de la dette publique l'ordre de payer le coupon de toutes les dettes espagnoles à partir du 1^{er} octobre.

INFORMATIONS

Depuis quelque temps déjà, le ministère de la marine a préparé un projet de réforme des tarifs douaniers pour la Cochinchine et le Tong-King.

Ce projet, qui est aujourd'hui complètement élaboré, aurait pu être soumis au conseil supérieur des colonies dans sa dernière session, mais le gouvernement a décidé qu'il convenait de l'ajourner.

En effet, au moment où les négociations vont s'ouvrir pour la conclusion d'un traité de commerce avec la Chine, il est prudent de ne pas établir aujourd'hui un tarif que l'on serait exposé à modifier demain.

Ainsi donc, cette question, à laquelle se trouve intimement lié l'établissement du budget de notre colonie du Tong-King, se trouve remise aux calendes grecques.

En attendant, c'est la France qui est obligée de faire face aux dépenses nécessitées par le fonctionnement des divers services.

Bobillot n'aura pas seulement une statue; son bronze doit être placé dans la grande galerie d'honneur de l'Hôtel de Ville.

Telle est la décision prise par l'administration municipale.

L'honneur fait au sergent Bobillot s'explique par ce fait que ce fut un enfant de Paris.

Ajoutons que ce buste sera exécuté par le sculpteur Dubois qui a été l'ami de Bobillot et qui, par conséquent, est plus à même que personne de fidèlement reproduire ses traits.

Un sculpteur de grand talent, élève de Rude, M. Cotte, a eu l'heureuse idée de ciselier et de faire frapper une médaille de bronze à l'occasion du décret de désaffectation du Panthéon.

Ce médaillon représente sainte Geneviève gréssant sa mère aveugle. Au-dessous l'inscription suivante :

« La Patrie est aussi une mère. »

Dans le fond la silhouette du Panthéon.

Pas d'hommes !

Nous avons enregistré à son heure la nouvelle sinistre de nos dix mille chrétiens et de trois cents religieux, la plupart français, assassinés par les Chinois avec un raffinement de cruauté inouï.

Les ferristes avaient crié à l'exagération, voire même à la calomnie :

« Nous avons la paix avec la Chine, le traité a été conclu, signé, approuvé. Qu'avons-nous à craindre ? Et d'ailleurs, nos forces militaires répondent à toutes les éventualités. »

Voilà ce qu'ont dit les misérables défenseurs du Tonkinois Ferry. Eh bien ! ils mentaient impudemment ; ils mentaient lâchement, sachant bien que les massacres étaient authentiques, que les religieux avaient été assassinés, et que le général en chef avait été obligé d'assister à ces horreurs, l'arme au bras.

Les détails complémentaires arrivent aujourd'hui.

Oui, il est vrai que dix mille chrétiens ont été massacrés par les Chinois depuis le traité de paix ;

Oui, il est vrai que trois cents religieux, la plupart français, ont été égorgés ;

Oui, il est vrai que les établissements de nos missionnaires n'existent plus !

Oui, il est vrai que le général de Courcy a déclaré qu'il ne pouvait rien faire pour sauver nos compatriotes !

Mais voilà ce qu'on ne savait pas dans le public, et ce que devait savoir le gouvernement :

Les Chinois mettent une telle fureur dans l'exécution de leur vengeance, que non contents de fusiller et de décapiter, ils ont dressé des troupes de chiens à la chasse de l'homme.

Les malheureux chrétiens qui avaient pu fuir dans les montagnes sont ainsi traqués sans merci.

Toutes ces horreurs se passent à quelques kilomètres de nos lignes.

Nous précisons, dit le *Figaro*, A deux reprises, le général de Courcy a refusé de recevoir les envoyés des missionnaires.

Une troisième fois, poussé à bout, le général a fini par répondre : « Que vou-

lez-vous que je fasse ? Je n'ai point d'hommes... »

Vous l'entendez : Pas d'hommes ! Et cependant, plus de quarante mille hommes de toutes armes sont successivement partis pour la Chine, le Tong-King et l'Annam.

Mais la maladie, le feu de l'ennemi les ont plusieurs fois décimés.

Pas d'hommes ! Quelle réponse à faire pour un soldat français qui entend les cris de désespoir de dix mille martyrs !

Trois cents femmes — et quelles femmes ! — sont égorgées, torturées ; elles appellent à leur aide, et le général en chef d'une arme française répond :

Pas d'hommes ! Les chiens dévorent les chrétiens ; les hurlements des bêtes se mêlent aux cris d'agonie des victimes !

Pas d'hommes ! La voilà, donc cette paix dont le Ferry est si fier !

La voilà donc cette chère ennemie devenue notre alliée, dont M. Spuller osait vanter, il y a deux jours, la bonté foi !

La voilà donc cette expédition glorieuse, fructueuse, que les opportunistes ont osé qualifier de la « grande chose » de la République !

Ah ! misérables ! cent fois misérables ! Et cependant, ils se représentent devant le pays ! Ils sollicitent un bill d'indemnité, une récompense nationale !

Pour la saisir, cette récompense, ils avancent leurs mains crochues.

Mais essayez-les donc, ces mains hideuses : ne voyez-vous pas qu'elles sont rouges du sang français !

La République française a publié hier des fragments importants du discours électoral prononcé par M. Jules Roche à M. J. Roche. Ce discours du parti catholique et du parti radical a témoigné dans sa harangue d'un acharnement particulier contre l'Eglise catholique. Il débordait avec fureur, comme le héros de la tragédie antique,

Ce sein qui la nourrit, ces flancs qui l'ont portée.

Cela ne nous étonne nullement. Mais les opportunistes ont tort de tirer vanité du renfort que leur prête aujourd'hui ce personnage. M. Jules Roche a déjà fait trois évolutions, passant du catholicisme au radicalisme et du radicalisme à l'opportunisme. N'en peut-il pas faire une quatrième ?

On sait que M. Spuller, ne sachant comment justifier aux yeux de ses électeurs la politique qui a conduit nos soldats à Lang-Sou, a eu l'audace étonnante de dire que l'expédition du Tonkin avait été l'œuvre du 16 Mai. Nous avons raillé hier cette singulière façon d'écrire l'histoire. Mais le démenti que l'opinion publique attendait ne s'est pas fait attendre. Dans une réunion électorale conservatrice tenue à Arcachon, et à laquelle assistait notre collaborateur Robert Mitchell, M. l'amiral de Dompière d'Hornoy a fait la déclaration suivante :

« Je veux, dit l'amiral, faire justice des allégations d'après lesquelles la guerre du Tong-King serait un legs fait au pays par le gouvernement du maréchal de MacMahon. Je donne à ces assertions erronées le démenti le plus formel. Lorsque j'ai eu l'honneur de faire partie du ministère, les ordres les plus précis ont été donnés de ne pas faire naître la question du Tong-King. »

Voilà une affirmation nette qui contredit formellement l'allégation de M. Spuller. Or, entre la parole de l'amiral de Dompière d'Hornoy et celle de M. Spuller, qui hésitera, qui peut hésiter ?

CHRONIQUE ELECTORALE

SEINE

Le comité de l'Alliance électorale conservatrice vient de faire afficher, en même temps que la liste de l'opposition conservatrice, un appel aux électeurs signé par les membres du comité de la rue des Pyramides. Cette fois, ce sont les conservateurs qui sont prêts les premiers ; on connaît-ils déjà depuis quelques jours les trente-huit champions de la droite et nous avons fait connaître leurs noms. Les comités républicains de Paris ne peuvent arriver à former leurs listes et bien moins encore à s'entendre entre eux. Selon l'expression même du *Journal des Débats*, le chaos règne dans le camp républicain.

ORNE

Nous faisons allusion dernièrement à un grand établissement financier qui avait mis à la disposition de M. le ministre de l'intérieur son nombreux personnel d'employés pour l'expédition de deux millions de numéros de propagande d'une publication illustrée. Il paraît que le directeur de cet établissement porte un intérêt tout particulier au département de l'Orne. Des employés, transformés en agents électoraux, sont déjà partis, et une centaine d'autres partiront encore samedi. D'après les chiffres qu'on nous donne, 230,000 circulaires ont déjà été expédiées, et il y en a encore 110,000 sur le chantier.

Nous n'ajoutons aucun commentaire à cette intéressante nouvelle électorale.

YONNE

Nous avons déjà fait connaître la liste conservatrice de l'Yonne ; nous avons sous les yeux leur circulaire et nous trouvons dans le *Libéral de l'Yonne*, leurs biographies.

Tous sont des personnages considérables, d'un passé net et bien rempli :

M. le baron BRINCARD, après de brillantes études, conquies, à la suite d'un concours dans lequel il fut premier, sur quarante concurrents, la place d'auditeur au conseil d'Etat.

Son intelligence, son assiduité au travail, ses aptitudes appelèrent sur lui l'attention ; M. Achille Fould, ministre des finances, en fit son chef de cabinet et, malgré sa jeunesse, on lui confia, notamment en Angleterre, des missions délicates que son esprit fin et délié lui permit d'accomplir avec le plus grand succès.

Ce fut le début d'une brillante carrière. Cependant M. le baron Brincard, qui possède une grande fortune, dont il fait le plus noble usage, ne négligeait pas les intérêts des son département. Dès 1857, il fut élu conseiller général pour le canton

de Cérissiers et il n'a pas cessé de le représenter.

Sa popularité effraie ses adversaires politiques.

M. Henry GARNIER, ancien élève de l'Ecole polytechnique, renoua à la carrière des armes et entra dans l'administration. Ancien sous-préfet, puis préfet de l'Empire, il fut élu député en 1876. Il a de nombreux parents dans l'arrondissement d'Avallon et connaît très bien les besoins et les tendances des populations ouvrières.

M. Eugène GIBEZ affronta pour la première fois la lutte électorale. Juge au tribunal de commerce de Sens depuis longtemps, il est maître de la commune de Voisins. Il a fait la campagne de 1870, sous les murs de Paris, en qualité de lieutenant de mobiles. Il se distingua au combat de Châtillon. M. E. Gibez est propriétaire de plusieurs usines dans le département.

Tout le monde connaît M. Albert GIGOT, l'ancien préfet de police. Il appartient au département de l'Yonne, auquel le rattachent les liens les plus étroits.

M. Louis HOUETTE fit partie, en 1865, de la Chambre de commerce de Paris jusqu'en 1880. Il emploie sa grande fortune à faire prospérer l'agriculture au bénéfice de ses concitoyens.

M. Auguste MARTENOT, ancien élève de l'Ecole centrale, ingénieur, administrateur avec zèle et intelligence des mines de Châtillon-Commentry. Il fut élu député, en 1876, à une grande majorité.

Voilà une liste irréprochable. La profession de foi est très courageuse. Il faut, disent-ils, être un digne aux gaspilleurs qui regnent dans nos finances, puis ils ajoutent :

Un grand pays comme la France doit évidemment développer sans cesse ses travaux publics, construire des chemins de fer, creuser des canaux et des ports, bâtir des écoles, étendre gratuitement, jusqu'aux plus petits et aux plus humbles, les bienfaits de l'instruction ; mais de telles entreprises, dont la dépense se chiffre par milliards, ne peuvent, comme on le prétendrait vouloir, s'exécuter en quelques années ; c'est progressivement et avec l'aide du temps qu'elles doivent être utilement accomplies.

Notre agriculture, qui traverse de si cruelles épreuves, a droit à toute la sollicitude de nos mandataires, et notre premier soin sera d'étudier les moyens les plus sûrs et les plus rapides d'alléger ses charges et d'encourager ses efforts. Nous recherchons notamment s'il ne serait point possible, comme on le propose récemment à la Chambre, de supprimer un grand parti l'impôt foncier et de protéger avec efficacité nos denrées agricoles contre l'introduction des produits étrangers.

A tous ceux qui approuvent ce programme de paix, de travail, d'économie, de liberté, de défense des intérêts agricoles et industriels, nous faisons un pressant et patriotique appel ; tous, ils peuvent, sans aucune hésitation, voter pour nous.

Quelques insinuations politiques que le pays ait décidées ou décidées dans l'avenir de se donner, nous sommes et nous resterons toujours les serviteurs respectueux de ses volontés et de la souveraineté nationale.

Nous ne sommes pas des révolutionnaires ; nous sommes avant tout des conservateurs ; nous n'avons d'autres prétentions et d'autre but que de profiter des droits que nous tenons de la Constitution même, pour réformer et améliorer.

Nous n'avons qu'une seule devise : *Vive la France !*

C'est ainsi la vôtre ; nous vous invitons, sans distinction de partis, à vous y rallier et à nous confier vos suffrages.

La préméditation, dans les événements de Roumélie, n'est plus seulement évidente, ainsi que nous l'avons dit, dès le premier moment, elle est avouée. Les dépêches d'aujourd'hui ne laissent, à cet égard, subsister le moindre doute.

L'une d'elles établit que, lors de l'entrée du prince Alexandre à Philippopoli, le consul de Russie se trouvait au nombre des personnes qui se sont portées à sa rencontre. Cependant la Russie se défend d'être pour quoi que ce soit dans le mouvement insurrectionnel. Est-ce que le consul serait un maladroit ou un habile qui sait flatter le vent ?

En ce qui regarde l'Autriche, il suffit de noter que le bruit s'est répandu à Vienne qu'un décret impérial allait annexer la Bosnie et l'Herzégovine. Quelques journaux démentent cette rumeur. Mais aucun des organes officiels ne s'est hasardé à leur suite. Le fait que nous rappelons hier, à savoir que l'empereur François-Joseph a mis le pied, il y a quelques jours, sur le sol bosniaque, prend donc sa clarté et véritable signification.

Quant à l'Allemagne, les appréciations des journaux qu'inspire M. de Bismarck sur le coup d'Etat bulgare démontrent péremptoirement la justice de nos appréciations d'hier. Ces journaux ont joué d'abord la surprise. Les voici qui, sans transition, plaident en faveur de l'acceptation du fait accompli. Ils exhortent l'Europe à laisser faire le prince Alexandre par amour de la paix.

Ces rapprochements suffisent, ce nous semble, pour mettre hors de doute l'accord des trois empires et la persistance de l'alliance des trois empires.

Maintenant, l'acceptation du fait accompli par l'Europe aurait-elle la paix pour résultat ? Il nous semble qu'elle produirait la guerre, et une guerre continue, dont le champ d'action serait très difficile à délimiter.

Ce qui le prouve, c'est que la Serbie mobilise ses troupes, espérant enlever un nouveau lambeau de l'héritage de l'homme malade, devenu tantôt l'homme mort ; c'est que la Grèce demande, exige bientôt des compensations territoriales. Le mouvement va gagner l'Albanie, la Macédoine. Il ne s'arrêtera que de l'autre côté du Bosphore.

C'est le partage qui commence, à moins que les Turcs ne se défendent jusqu'à leur dernière goutte de sang, et s'ils se décident à se montrer énergiques, le prince Alexandre pourrait se trouver culbuté avant peu.

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Les commentaires et les conjectures vont leur train au sujet du grave problème de politique générale que les événements de Roumélie viennent de poser d'une façon si inattendue. Et ce qui était à prévoir, les hypothèses les plus contradictoires s'entrechoient sans qu'il en résulte plus de clarté dans cet imbroglio oriental.

La violation du traité de Berlin est manifeste, mais les puissances contractantes que pourraient-elles entreprendre pour recouvrer les morceaux de cette pièce maintenant déchirée ?

Le seul parti raisonnable qui se présente à elles, est de s'incliner. C'est, paraît-il, l'impression qui domine à Berlin. Le *Journal des Débats* reçoit de cette capitale une dépêche qui assure que dans les cercles les mieux informés on croit que l'affaire se terminera par une simple protestation de la part de la Turquie, sans autre conséquence. D'autre part, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie une note que l'on doit interpréter dans le même sens. La feuille officielle fait remarquer que l'affaire touche au même point toutes les puissances contractantes et que la crise devra par conséquent se dénouer de façon à ne résorber les intérêts d'aucune d'elles.

Le *Temps* a reçu de son correspondant de Vienne une dépêche, dont nous détachons le passage suivant :

Je suis en mesure de vous déclarer que les trois puissances du Nord ne s'attendaient nullement à l'explosion aussi rapide de l'insurrection en Roumanie.

On savait très bien qu'un mouvement militaire se préparait. Personne n'avait oublié les députations de l'année dernière qu'on n'avait voulu recevoir. Mais on ne croyait pas être à la veille de l'explosion.

On insiste, ici, surtout sur ce point que le dernier voyage du prince de Bulgarie, en Allemagne, et ses conférences avec M. de Giers, à Franzensbad, et avec le comte Kalnoky, à Vienne, n'avaient pu encourager en rien les idées unionnistes du prince ; bien au contraire. Aussi, désapprouve-t-on, dans la capitale de l'Allemagne, le voyage du prince à Vienne qu'à Berlin et à Saint-Petersbourg. L'attitude du prince et on lui laisse la responsabilité des conséquences de l'insurrection.

Voici comment on s'explique, ici, les derniers événements : Voyant que toutes les démarches n'aboutissaient pas, et voyant surtout que l'entre-venement de Kreniser coupait court à toutes velléités possibles, le parti révolutionnaire de la Roumélie se jeta, les yeux fermés, dans l'aventure. Ce fut, à proprement parler, un coup de désespoir.

On ne sait pas encore, ici, ce que fera la Turquie, mais on craint qu'elle n'use immédiatement de son droit d'intervention militaire.

A l'ambassade ottomane

Missack effendi a reçu hier un autre journaliste, un rédacteur du *Reichsblatt* auquel il a également dit qu'il ne savait rien :

Les intentions de la Sublime-Porte, monseigneur, sont absolument dans l'ombre ; nous n'en savons rien, du moins à l'ambassade, et je doute que les journalistes qui se prétendent les mieux informés sachent plus long que nous. Je ne fais pas de mystères, croyez-le bien ; je ne joue pas au diplomate.

Mais ce que je puis vous affirmer, c'est que la Porte a des droits bien nettement reconnus, bien nettement caractérisés par le traité de Berlin. Cet instrument diplomatique que le sultan a signé, et que le prince de Bulgarie a signé, est un acte qui donne le droit de rétablir l'ordre au cas où il serait troublé dans la Roumélie. C'est plus qu'un droit, c'est un devoir qui s'impose aujourd'hui au Sultan, et, s'il ne le remplissait pas, les puissances signataires du traité seraient en droit de lui en demander compte.

Vous croyez donc à une intervention armée de la Turquie ?

— Je ne dis pas cela. Evidemment, la Turquie prend ses mesures, peut faire certains armements, masser des troupes sur la frontière ; mais tous ces préparatifs ne sauraient constituer une intervention... Je crois d'ailleurs — et point n'est besoin d'être diplomate pour en saisir cette intuition — que les puissances ne permettront pas qu'un foule ainsi aux pieds un traité qui est leur œuvre.

En Grèce

Athènes, 22 septembre.

Le gouvernement est décidé à une attitude expectante, néanmoins il ordonnera le rappel de tous les soldats de terre et de mer en congé.

Le roi est attendu dimanche prochain.

Dans un meeting, tenu hier, il a été décidé qu'une délégation composée du général Bozaris, de l'amiral Canaris et du professeur Gennadiou, serait envoyée à M. Delians pour lui remettre une adresse engageant le gouvernement à sauvegarder les droits de l'hellénisme.

Les manifestants en passant

quel il commandait des lettres de faire-part de la mort de sa sœur, Mlle Oudot.

Sa commande faite, il dit à l'imprimeur qu'il lui manquait quatre-vingt-cinq francs pour solder le compte des pompes funèbres et lui demanda de lui avancer cette somme, offrant de se faire accompagner par un employé de son père, auquel il remettrait l'argent à domicile.

Sans défiance, l'imprimeur lui avança 100 francs et le jeune homme partit avec un de ses garçons.

Mais, au bout de quelques pas, il dit à celui-ci qu'il avait oublié un nom dans la lettre de faire-part et le pria d'aller faire rectifier l'erreur, ajoutant qu'il l'attendrait à l'endroit où ils se trouvaient.

L'employé courut chez son patron, mais quand il revint, le jeune homme avait disparu, et les 100 francs avec lui, bien entendu.

Mendante volée. — Hier matin, une pauvre septuagénnaire, Mme veuve Roublé, pleureuse de journaux, sans ouvrage et sans ressources depuis cinq mois, se trouvait, 124 du boulevard Magenta où se distribuent les secours donnés aux indigents par les soins de la famille de Rothschild. Elle avait reçu, outre une somme de 30 francs, quelques objets en nature. Embarrassée, elle s'assit quelques instants sur un banc du boulevard. Elle ne s'aperçut pas que son porte-monnaie sortait de sa poche. Un mauvais drôle s'en empara. Mais un enfant aperçut le mouvement, signala le filon qui fut arrêté et ramené au commissariat. Trop tard, malheureusement, car il avait eu le temps de passer sa prise à un complice qui n'a pas été retrouvé.

L'individu arrêté est un repris de justice. Il a été dirigé sur le Dépôt.

An dépotier. — Un vidangeur, nommé Bissen, employé au dépôt de la Compagnie Lesage, à Asnières, a découvert, il y a trois jours, dans les matières qu'il y a déposées, un superbe portefeuille contenant, outre un chèque payable à vue, une liasse de billets de Banque.

Le brave homme en a fait le dépôt au commissariat de police.

Cheval emporté. — Avant-hier matin, vers onze heures, un cheval attelé à une voiture de place s'est subitement emballé avenue de l'Opéra. Le cocher qui le conduisait, nommé Bevançon, malgré tous ses efforts, n'a pu rendre maître de sa bête. En face le n° 23, il a accrocqué une voiture de la Compagnie générale qui a été brisée par le choc. Bevançon a été jeté sur la chaussée où il ne s'est fait que de fortes contusions; son cheval s'est abattu sur la bordure du trottoir. En tombant, la malheureuse bête s'est engagée une jambe de derrière dans une bouche d'égout. De plus en plus affolée elle a fait pour se dégager des efforts désordonnés tels qu'elle s'est fracturé la jambe.

Vol chez un peintre. — Un vol à l'aide d'effraction a été commis l'avant-dernière nuit, rue du Faubourg-Poissonnière, 133, chez un artiste peintre, M. Louis B... Les malfaiteurs ont enfoncé la porte d'entrée, puis ils ont mis l'appartement au pillage. Ils ont fracturé tous les meubles, mais n'ont pas trouvé d'argent. Ils ont alors fait main basse sur une foule de bibelots artistiques d'un grand prix : armes, bijoux, objets d'art.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

EMPOISONNEMENTS : SOINS À DONNER

X

CINQUIÈME CLASSE

POISSONS NÉVROSTHIQUES

NITROBENZINE. — La nitrobenzine, ou essence de mirbane, est une matière huileuse provenant de la dissolution de la benzine, ajoutée graduellement à 4 ou 5 parties d'acide nitrique. C'est un liquide jaunâtre d'une odeur agréable d'amandes amères. Cette odeur fait que les parfumeurs et les confiseurs emploient ce produit de préférence à l'essence d'amandes amères dont le prix est beaucoup plus élevé. Malheureusement, la nitrobenzine est toxique.

Les Annales d'hygiène et de médecine légale d'avril 1887 rapportent deux faits d'empoisonnement. Les deux sujets empoisonnés (une jeune fille de dix-huit ans et un robuste jeune homme de dix-neuf ans), à deux dates et en deux localités différentes, exhalèrent une odeur d'amandes tout à fait spéciale; la jeune fille même prétendait avoir avalé de l'essence d'amandes amères, substance que le pharmacien avait prétendu lui fournir. Le médecin eut la sagacité de reconnaître la nature même du poison, malgré cette assertion catégorique. Dix minutes environ après l'ingestion de 9 ou 10 grammes de nitrobenzine, voici ce qu'il observa : vertiges, anxiétés, nausées, vomissements abondants et répétés, mouvements spasmodiques, peau livide, traits relâchés, pupilles très dilatées, 120 pulsations, respiration difficile, intelligence obtuse. Une saignée donna du sang qui ne se sépara pas en caillot. Ce ne fut qu'après quarante-huit heures (temps probable de la durée de l'élimination) que les sens reprirent et que la victime fut sauvée.

Traitement. — Il faut faire vomir le plus rapidement possible; puis donner à

respirer les vapeurs s'élevant d'une pleine assiette d'eau contenant un peu d'ammoniaque. Enfin, lorsque le malade n'exhalait plus l'odeur d'amandes amères, on lui fait prendre du café fort édulcoré avec du sirop de vinaigre.

CANTHARIDES. — C'est le seul poison énergique du règne animal. La poudre de cantharides détermine une sensation de brûlure dans la bouche et l'œsophage. La langue est rouge, sèche; la gorge serrée. La soif est vive et la déglutition difficile. Les vomissements renferment souvent des points brillants, d'un vert bronzé; ce sont des parcelles du poison. Les coliques sont violentes, les douleurs atroces dans les reins, la vessie. Il y a de la rétention d'urine, du priapisme. Enfin, la mort survient au milieu du délire et des convulsions.

Un gramme de poudre peut occasionner des accidents mortels; d'autres fois des doses plus fortes n'ont rien produit. Cela provient de ce que, dans ce dernier cas, la poudre était loin d'être récente et avait été mal conservée.

Traitement. — On expulsera les cantharides en provoquant les vomissements par le chatouillement de la lèvre, par l'ingestion d'eau tiède. On pourra donner aussi 10 centigrammes d'émétique pour un demi-litre d'eau tiède. Quand le vomissement aura eu lieu, on fera prendre un ou deux grammes de camphre ou quelques gouttes d'éther sur un morceau de sucre. Enfin, bains tièdes, saignées aux reins, au bas-ventre, et boissons mucilagineuses.

Outre ces substances toxiques, renfermant dans la cinquième classe de Tardieu, il en est encore d'autres qui peuvent déterminer l'empoisonnement, et que nous devons mentionner.

IODE. — Un à deux grammes suffisent pour donner la mort. Le malade a de l'ardeur à la gorge, de l'inappétence; une douleur à l'estomac, et il exhale une odeur caractéristique. Les matières des vomissements ou des selles sont tachées de jaune. L'empoisonnement a lieu presque toujours avec de la teinture d'iode. Nous avons vu très souvent l'occasion de donner nos soins à des malades qui en avaient absorbé une quantité notable.

Traitement. — Gérer le malade d'eau amidonnée (une cuillerée à bouche d'amidon que l'on fait bouillir dans un litre d'eau). Eau de blancs d'œufs en abondance. Lavements d'amidon. Boissons émollientes.

BROME. — Le brome agit comme l'iode et procure les mêmes symptômes, si ce n'est que les matières ne sont pas tachées de jaune.

Traitement. — Le même que pour l'iode.

ALUN. — Une forte dose est nécessaire pour produire l'empoisonnement. 40 grammes dissous dans de l'eau ne déterminent que des vomissements et des selles.

Traitement. — Administrer comme contre-poison du bicarbonate de soude dissous dans de l'eau. Faire vomir auparavant, bien entendu.

NITRATE D'ARGENT. — Le nitrate ou azotate d'argent ou pierre infernale, est un poison corrosif très actif. Il n'agit pas toujours, cependant, d'une manière analogue; tantôt, en effet, il agit fortement, et tantôt pas. Dans ce dernier cas, le nitrate d'argent a subi une décomposition, et il s'est transformé en chlorure d'argent insoluble.

Traitement. — Le contre-poison est l'eau salée que l'on donnera jusqu'à ce que le malade se sente mieux.

ÉTAIN. — L'étain jouit d'une innocuité assez démontrée. Cependant, certains faits prouvent que des boissons acides, des aliments gras et salés, ayant séjourné longtemps dans un plat d'étain, peuvent produire des vomissements et des coliques. Il faut toujours une dose très forte pour donner lieu à des accidents funestes. Une cuisinière ayant par mégarde salé avec du protochlorure d'étain (au lieu de sel commun) les aliments destinés au repas de ses maîtres, ceux-ci furent pris, quelques heures après, de vives douleurs épi-gastriques, de violentes coliques et d'évacuations alvines abondantes; mais ils furent complètement rétablis au bout de deux jours.

Traitement. — Provoquer les vomissements; faire boire du lait coupé d'eau par moitié en abondance, et des tisanes émollientes.

ZINC. — Quand le zinc est exposé à l'influence de l'eau et d'un acide, d'un alcali ou d'un sel, il se forme un sel pouvant agir comme poison irritant. Il est à remarquer cependant que des aliments préparés dans des vases de zinc n'ont donné lieu à aucun accident, quoique ces aliments y eussent contracté une saveur désagréable.

Traitement. — Si des accidents dus à une ingestion de sels de zinc, se produisent, donner rapidement un vomitif, et comme contre-poison du bicarbonate de soude.

CAMPBRE. — Les doses de camphre nécessaires pour produire des effets toxiques

sont très variables. Il a suffi quelquefois de 3 grammes, et d'autres fois 10 grammes ont été nécessaires. Le malade perçoit dans la bouche une sensation analogue à celle de la menthe poivrée, et un sentiment d'ardeur dans la gorge et l'estomac. Un quart d'heure après survient un grand malaise, du mal de tête, des vertiges, du tintement d'oreilles et des hallucinations. La face est pâle, altérée, ou, au contraire, rouge, bouffie; la respiration est pénible, et une odeur cambrée s'exhale de la bouche; les urines ont la même odeur; la bouche est pleine d'une salive immense. Enfin, syncope, sueurs froides, abolition des sens et mort. Si le malade revient à lui, il ne se souvient de rien.

Traitement. — Vomitif et lavements purgatifs, si le camphre a été pris depuis peu. Ensuite, café noir en boisson et en lavements; potion vineuse avec addition de teinture de canelle; tisanes aromatiques; irrigations froides sur la tête. Pas de boissons émollientes, pas de potions huileuses, pas de bains tièdes.

MOULES. — Certains mollusques, et principalement les moules, produisent, dans certaines circonstances, des accidents plus ou moins graves: douleur violente au creux de l'estomac, vomissements, difficulté de respirer, petites sueurs, gonflement de la face, prurit insupportable sur diverses parties du corps suivi d'urticaire.

Les crevettes, les huîtres, les œufs de barbeau, du brochet, etc., peuvent, dans certains cas, produire les mêmes effets.

Traitement. — Faire vomir en purgatif, ou les deux à la fois, suivant le temps qui s'est écoulé depuis l'ingestion de la substance délétère. Ensuite infusions de chardons aromatiques, ou eau vinaigrée; potion avec treize gouttes d'éther, ou éther sur du sucre. Cataplasmes émollients sur le ventre.

D. H. VIGOUROUX.

SPORT

Courses au trot

COURSES A BOLBEC

Dimanche 20 septembre

PRIX DE TANCARVILLE (au trot monté). — 600 fr. pour poulains entiers, hongres et juments de deux ans et au-dessus appartenant depuis le 1^{er} juin 1885 à des propriétaires ou éleveurs domiciliés dans l'arrondissement du Havre. Distance : 3,000 mètres. — 400 fr. au premier, 150 fr. au second, 50 fr. au troisième.

Miss Noville, à M. G. Renouf, gagne facilement en 7 m. 50 s.

PRIX DE LA VILLE DE BOLBEC (au trot attelé). — 1,000 fr. pour tous chevaux et juments de tout âge et de toute provenance, appartenant depuis le 1^{er} juin 1885 à des propriétaires ou éleveurs domiciliés dans le département. — Distance : 4,500 mètres. — 1,000 fr. au premier, 300 fr. sur les autres, au second, 200 fr. au tiers, après que le troisième aura retiré le sien.

Les six chevaux inscrits au programme se présentent au poteau : Dictateur III, à M. Avenelle; Y, à M. Féron; Marie-Ouais, à M. Monplaisir; et C. Fontplaisir; Kina, à M. Saint-Ouen; Roland et Aspirante, à M. Vitet.

Mardi-Ouais et Dictateur prennent la tête; mais au second tour, devant les tribunes, Kina prend la première place et garde facilement son avance. Dictateur se voit au dernier moment enlever la troisième place par Aspirante.

Orlé à l'arrivée: Kina, en 8 m. 40; Marie-Ouais, en 8 m. 43 3/5; Aspirante, en 8 m. 47.

PRIX DU GOUVERNEMENT (au trot monté). — 700 fr. pour chevaux entiers et juments âgés de 3 ans, nés ou élevés dans le département de la Seine-Inférieure, montés au trot. — Distance : 3,200 mètres environ. — 500 fr. au premier, 200 fr. au second.

Quatre partants sur cinq inscrits: Surprise, à Brunet; Elbeuvienne, à M. Fontplaisir; Etrenne, à M. Lanfray; Joliette, à M. Merlin.

Joliette arrive première facilement en 6 m. 18 s. Etrenne le second prix en arrivant en 6 m. 19 s.

Elbeuvienne, qui a fait le parcours en 6 m. 17 s., est distancée pour avoir galopé.

PRIX DE L'INDUSTRIE. — Handicap. — (Au trot attelé). — 1,800 fr. pour chevaux entiers, hongres et juments de demi-sang de tout âge, de toute espèce et de tout pays. — Distance : 5,000 mètres. — 1,500 fr. au premier, 300 fr. au second. Le troisième double son entrée.

Vingt-quatre chevaux étaient inscrits pour ce concours à laquelle donnaient seulement part. Ce sont: Etrenne, à M. Lucas; Salsbury, à M. Lahens; Georgelette, à M. Gorbienau; Essur, à M. Lanfray; Dictateur III, à M. Avenelle; Don Quichotte II, à M. Gost; Marie-Ouais, à M. Monplaisir; Don Quichotte, à M. Fontplaisir; Rigolo, à M. Ventard; Don Quichotte, à M. Agnès; Myrtille, à M. Joret; Duc, à M. d'Ambléval; Gika, à M. Lahens.

Le départ est assez long et difficile à organiser, à cause du rendement de distance qui échelonne les chevaux tout le long de la piste avec un starter spécial pour veiller sur chaque petit groupe.

M. Lesage suivait attentivement ses diverses impressions et en faisait son profit.

L'audition des témoins est lieu. La déposition qui offrit le plus d'intérêt et qui fut la plus importante, fut celle du docteur Séraphin Calais. Elle eût suffi à fixer l'opinion contre Paul.

La séance fut longue et la plaidoirie remise au lendemain, ainsi que le verdict.

Ce jour-là, encore, M. Lesage sut trouver le moyen de ramener Frédéric Ledoux à la place qu'il occupait la veille.

Quand l'illustre avocat se leva pour plaider la cause sans espoir du malheureux qui attendait sa sentence, il y eut un frémissement dans la salle, et le silence se fit plus solennel, comme si chacun prévoyait que quelque chose d'étrange, d'anormal, se préparait.

Par une dérogation à toutes les habitudes de la plaidoirie, le défenseur ne parut pas s'occuper de son client, non plus que du crime commis.

Il fit un résumé succinct de la vie de Mme Ledoyen, une sorte de panegyrique; après avoir exalté ses vertus et son dévouement, il entra dans le vif de la question et montra la mère dans ses rapports avec son fils, lorsque la méintelligence s'introduisit peu à peu entre eux, à la faveur des brèches faites à la fortune par les dilapidations de ce dernier. A partir de ce moment il insista sur les faits, s'arrêta aux détails et raconta sans en omettre un seul incident l'abandon de Marcelle.

Il allait arriver à la scène du crime,

Pendant ces formalités, l'un des chevaux, George, s'emballa, renversa son conducteur et perdit sa course à travers la prairie, brisant le léger véhicule aux poteaux de la piste ou dans les fossés qu'elle sauta, et finit par aller se faire arrêter dans une ferme voisine.

Enfin, le coup de pistolet qui donna le départ général retentit, et tous les chevaux partirent.

Les chevaux les plus favorisés, Salsbury, garde son avance jusqu'au poteau et arrive premier en 8 m. 33, suivi de Marie-Ouais en 8 m. 52 s. 1/2. Essur est troisième en 9 m. 54. Salsbury recevait 450 mètres de Duc et de Gika qui en rendaient 350 à Marie-Ouais.

PRIX DE LA SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT (au trot monté). — 2,500 fr. pour chevaux entiers et juments de demi-sang de 3 ans, 4 ans et 5 ans, nés et élevés en France, montés au trot. — Distance : 4,000 mètres environ. — 1,200 fr. et les entrées au premier, 700 fr. au second, 400 fr. au troisième, 200 fr. au quatrième, le cinquième retire son entrée.

Comme il n'y a que sept partants, il y a dans cette course des prix pour presque tout le monde.

Nommés d'abord les gagnants: Desfray, à M. Hervieu, premier, en 7 m. 15; Donville, à M. P. Jonban, second, en 7 m. 22; Dédé, à M. Lemonnier, troisième, en 7 m. 25; Ilusion, à M. Merlin, quatrième, en 7 m. 32 1/2; Collette, à M. Avenelle, cinquième, en 8 m. 20.

Non placés: Descartes, à M. Niel, et Miss Noville, à M. Renouf.

PRIX QUICK-SILVER (au trot attelé). — 500 fr. pour tous chevaux ayant pris part à la réunion des courses de Bolbec et n'ayant rien gagné comme premier, second ou troisième. — Distance : 4,000 mètres. — 400 fr. au premier, 100 fr. au second.

Cinq chevaux sont inscrits pour cette course de consolation: Gika arrive première en 7 m. 35; Duc, second en 7 m. 40. Non placés, Mystère, Don Quichotte. Y rentre sans achever le parcours.

GAZETTE THÉÂTRALE

Le soir:

At Théâtre-Français, *Tartuffe*, pour les débuts de M. Laugier et de Mme Francis Fournier.

Opéra. — MM. Delaunay, Mouton, Loyal, Goussier, Tardieu, F. Fevre, L'empy, Silvain, Danis, Boucher, Orgon, Laugier, Marianne, Mmes Reichenberg, Dorine, Samary.

Mme Pernelle. — Lever du rideau à neuf heures.

A l'Opéra-Comique, second début de M. Soulaire dans le *Barbier de Séville* (rôle de Figaro).

A l'Ambigu-Comique, reprise d'*Une Cause célèbre*.

Jean Renard, MM. Lary, Lazare, Mouton, Comte d'Anbeterre, Gravier, Chamborant, Cornils, Raoul, Walter, Le séchal, Fleury, Un sergent, Livry, Un caporal, Samson, Un capitaine, Perlin, La chonnesse, Mmes Antonine, Valentin, Jeanne Malva, Comtesse d'Anbeterre, Marie Grandet, Adrienne, Valatie, Madeleine, Berthe Glibert, Marthe, Morin.

Lever du rideau à huit heures et demie.

M. Porel nous contait hier soir à sa première première de sa saison. Le *Conte d'Artil* qui formait le spectacle est l'œuvre d'un jeune, M. Auguste Dorchain, et nous ne pouvons que féliciter M. Porel du soin qu'il a apporté à maintenir l'Opéra dans la voie qui lui est tracée et qui est de favoriser la production des œuvres dramatiques de jeunes auteurs.

On ne pouvait confier une telle responsabilité à personne qui en fût plus digne que M. Porel, dont le goût littéraire très sûr est pour les débutants la meilleure des garanties.

Je ne puis juger en rien de l'opinion de la critique sur l'œuvre de M. Dorchain, nous sommes heureux d'avoir à constater que le nom du jeune auteur a été accueilli par les applaudissements chaleureux d'un public saluant avec plaisir le début au théâtre d'un poète qui, par une délicate attention, dédait sa première œuvre importante à sa mère.

Ces applaudissements sont aussi pour M. Porel la preuve que le public ne se désintéresse pas de ses intelligents efforts pour rendre son théâtre digne du nom de second Théâtre-Français.

Nous apprenons la mort d'un artiste, Barthélemy-Osmund Reynald, qui avait fait partie du Théâtre-Lyrique et de l'Opéra-Comique. On l'enterre demain.

Contrairement à ce qui a été annoncé, M. Danala ne quitte pas le Gymnase.

Les Variétés annoncent les trois derniers

représentations du *Naufrage de M. Godel*.

On reprendra samedi le *Chapeau de paille d'Italie* avant de revenir au *Voyage en Suisse*.

L'assemblée générale des actionnaires de l'Eden-Théâtre a eu lieu aujourd'hui. M. Paul Clèves a présenté M. Plunkett comme son successeur; le président du conseil a annoncé que l'accord était fait entre ces messieurs, et M. Plunkett a été nommé par des voix unanimes.

Il prendra dès demain possession du cabinet directeur.

Tous les billets de service signés par M. Paul Clèves pour le mois de septembre courant seront reçus au contrôle.

A partir du 1^{er} octobre prochain, les fonctions de secrétaire au théâtre des Menus-Plaisirs seront remplies par notre ami confrère Jean Pauwels, du *Temps* et du *Gil-Bias*.

Le jeudi 16 septembre, à Naples, on jouait *Masaniello*, à la Fénice. Dans la lutte entre le peuple napolitain et les soldats espagnols, un coup de fusil a blessé au genou un de ces derniers. Il s'en est suivi un vacarme épouvantable. La police a arrêté les partisans de Masaniello et ordonné l'évacuation de la salle, en faisant restituer aux spectateurs la moitié de ce qu'ils avaient payé. Le pauvre diable d'Espagnol, blessé dans la bagarre, a dû aller à l'hôpital pour se faire panser.

G. DORANTE.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Coqueluche, Toux : Sirop pectoral de Nafé

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

Par un nouveau traitement des maladies secrètes et dartres, le Dr P. CHENET, médecin de la Faculté de Paris, membre de plusieurs Sociétés savantes, obtient des succès de guérison vraiment merveilleux, qui sont confirmés journellement par l'expérience et reconnus par les médecins des hôpitaux, etc. Consultations gratuites de midi à sept heures, et par correspondance. Paris, rue des Halles, 5.

Démographie ou Statistique

DES NAISSANCES ET DÉCÈS DE LA VILLE DE PARIS DU DIMANCHE 6 AU SAMEDI 12 SEPTEMBRE.

Il y a eu pendant la dernière semaine 1,229 naissances, dont 601 du sexe masculin et 628 du sexe féminin.

Le chiffre des décès est descendu de 873 à 803. C'est un des chiffres les plus faibles que l'on ait constatés depuis longtemps. L'état sanitaire de Paris est donc excellent. La fièvre typhoïde est restée stationnaire: 25 décès dans les deux semaines; La petite vérole a fourni 7 décès, au lieu de 5;

La rougeole: 7 au lieu de 9;

La scarlatine: 7 au lieu de 6;

Le crup: 16 dans les deux semaines;

La méningite: 16 au lieu de 29;

La pneumonie pulmonaire: 163 au lieu de 164;

La bronchite aiguë: 5 au lieu de 14;

La pneumonie: 39 au lieu de 75.

La diarrhée et la fièvre continue à décroître en même temps que s'abaissent le thermomètre. Tandis que pendant les deux dernières semaines de juillet et les deux premières d'août elle causait 150 décès par semaine, elle s'est abaissée progressivement à 138, puis 123 et enfin 107 décès, chiffre de la dernière semaine.

CHANTIER DU PRINCE-EUGÈNE

8, boulevard Contrescarpe (Bastille).

BOIS neuils scés en 3 morceaux, 53 fr.

mis en cave, les 1,000 kilos

Charbon de terre criblé, mis en cave, 54 fr.

2, Boul. Montmartre, ROBES, ROBES & CONFECTIORS

Nota. — Le SABLIER n'a pas de succursale.

AUSABLER DEUIL COMPLET

tout fait au jour le jour en 10 heures.

2, Boul. Montmartre, ROBES, ROBES & CONFECTIORS

Nota. — Le SABLIER n'a pas de succursale.

LA JABORANDINE!

Il n'est pas de beauté parfaite du visage sans une belle chevelure. Si une maladie a fait tomber vos cheveux, vous pouvez rendre une vigoureuse nouvelle à votre chevelure par l'usage de la Jaborandine, inventée par Dussen, 4, rue J.-J. Rousseau, et dont on vante, à juste titre, les effets merveilleux.

RUGGIERI, artificier

DELAPERIERE et DUBA

SUCCESSIONS

dont les bureaux étaient 5, place Blanche, à Paris, sont transférés, 83, rue d'Amsterdam.

FEUX D'ARTIFICE

de 25, 50, 75, 100, 150 et 200 fr., tout emballé, pouvant se tirer partout, dans les cités, villages, etc.

Envoi franco des dessins prospectus.

sassin auquel elle jetait ainsi, avec son dernier soupir, son pardon suprême.

Il hésita, regarda Frédéric et, dirigeant comme par hasard, dans un geste oratoire, la main vers lui, il ajouta d'un accent étrange:

— Ce pardon qu'une mère seule pouvait accorder!

On ne respirait plus; l'homme rouge lui-même, le président de la cour d'assises, tressaillait de l'émotion dont frémissait toute l'assistance.

Avant que l'avocat eût achevé, Frédéric était debout, battant l'air de ses bras et criant à travers le silence:

— Grâces à ma mère! grâces pour le pardon!

A peine avait-il prononcé cette invocation qu'il chancela et s'abattit lourdement sur le sol.

La maladie de cœur dont il souffrait ne put résister à cette secousse.

Quand on le releva, il n'était pas mort; cependant, il eut encore la force et le temps de confirmer sa révélation et de recevoir le pardon du prêtre.

UNE GRANDE RÉCOMPENSE

Nous sommes très heureux d'apprendre que la plus haute récompense accordée à l'Exposition universelle d'Anvers a été décernée aux Grands Magasins Ad. Godchaux, 10 et 12,

